

## Le lancement de la guerre de terreur des États-Unis (1/3) (VoltaireNet)

### La CIA, le 11-Septembre, l'Afghanistan et l'Asie centrale par Peter Dale Scott

À l'occasion de la sortie de la version française du dernier livre de Peter Dale Scott, « *La Machine de guerre américaine* », nous publions une étude détaillée du diplomate canadien sur les attentats du 11-Septembre. Il y met en évidence des éléments de préméditation par une faction du complexe militaro-industriel états-unien.

Réseau Voltaire | 18 septembre 2012

« La fabrication d'une série de provocations destinées à justifier une intervention militaire est réalisable et pourrait être accomplie à l'aide des ressources disponibles. »

Rapport du J-5 du Comité des chefs d'États-majors interarmées des États-Unis (JCS), 1963 [1]

La guerre de terreur de Bush et le trucage du renseignement

Le 11 septembre 2001, dans les heures qui suivirent les attaques meurtrières perpétrées ce jour-là, George W. Bush, Donald Rumsfeld et Dick Cheney avaient engagé les États-Unis dans ce qu'ils appelèrent ensuite la « *guerre contre la terreur* ». Selon moi, nous devrions plutôt l'appeler la « *guerre de terreur* », celle-ci ayant été employée contre les civils — de manière récurrente — par tous les belligérants, qu'ils soient des acteurs étatiques ou non. Une guerre de terreur est caractérisée par la prépondérance de l'emploi d'armes de destruction indiscriminée, qu'il s'agisse d'engins explosifs improvisés (EEI) posés au bord des routes ou de missiles lancés depuis les airs par un drone de haute technologie. [2]

Nous pourrions aussi l'envisager comme élément d'un processus plus vaste, d'ampleur globale. À travers celui-ci, la terreur a été utilisée contre les civils par toutes les puissances majeures lors de campagnes étroitement liées entre elles — la Chine dans le Xinjiang et la Russie en Tchétchénie, autant que les États-Unis dans de nombreuses régions du monde —. [3] Dans son contexte global, la guerre de terreur pourrait être perçue comme la dernière étape de l'extension séculaire de la civilisation transurbaine dans des zones où prévaut une résistance rurale. Dans ces régions, il s'est avéré que les formes conventionnelles de guerre ne peuvent trouver de véritable conclusion, et ce pour des raisons géographiques ou culturelles.

La guerre de terreur fut formellement déclarée par George W. Bush le soir du 11 septembre 2001, lors-

qu'il annonça dans son discours à la nation que les États-Unis ne feraient « aucune distinction entre les terroristes qui ont perpétré ces actes et ceux qui les hébergent ». [4] Cependant, la notion voulant que la guerre de terreur de Bush avait pour objectif de poursuivre les terroristes perdit de sa crédibilité en 2003, lorsque cette formule fut appliquée à l'Irak de Saddam Hussein, un pays connu non pas pour héberger des terroristes mais pour en avoir été la cible. [5] En 2005, cette notion fut de nouveau décrédibilisée suite à la publication en Grande-Bretagne de ce que l'on appelle le *Mémo de Downing Street*. Dans celui-ci, le directeur du MI6, les services de renseignement extérieur britanniques, rapporta après une visite à Washington en 2002 que « Bush voulait faire tomber Saddam Hussein par une action militaire, justifiée par le lien entre le terrorisme et les ADM. Mais les faits et les renseignements étaient truqués pour répondre aux objectifs politiques. » [6] Plus tard, de faux récits liant l'Irak aux ADM, à l'anthrax et au concentré de minerai d'uranium du Niger (le « yellow cake ») furent publiés aux moments opportuns.

Cet essai va démontrer qu'avant le 11-Septembre, une petite faction au sein de l'Unité ben Laden de la CIA et des agences qui lui sont liées, que l'on appelle le « *groupe Alec Station* », manœuvrait également afin de « *truquer* » les renseignements en les supprimant. Cette manœuvre permit le déclenchement de la guerre de terreur, que ces effets soient recherchés ou non. Elle consista à dissimuler des preuves au FBI concernant deux futurs pirates de l'air présumés du 11-Septembre, Khaled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazmi, de sorte que le Bureau ne puisse surveiller ces deux hommes et leurs collègues avant les attentats.

Les auteurs du *Rapport de la Commission sur le 11-Septembre* reconnurent cet échec dans l'échange de renseignements, mais il fut considéré comme un accident qui aurait pu être évité « *si plus de ressources avaient été affectées* ». [7] Toutefois, cette explication a depuis été réfutée par Thomas Kean, le président de la Commission sur le 11-Septembre. Récemment, lorsque deux réalisateurs lui demandèrent si l'échec autour d'al-Mihdhar et d'al-Hazmi aurait pu être une simple erreur, Kean répondit : « *Oh, ce n'était pas une omission due à la négligence. C'était intentionnel. Cela ne fait aucun doute. [...] Nous sommes parvenus à la conclusion que ces agences ont le secret dans leur ADN. Et ce secret les pousse à ne pas partager leurs informations avec n'importe qui.* » [8]

En 2011, un important livre de Kevin Fenton, *Disconnecting the Dots* (« *Semer le trouble* »), démontra de façon indiscutable que la rétention d'information était intentionnelle, et qu'elle a été menée sur une période

de 18 mois. [9] Cette interférence et cette manipulation devinrent particulièrement flagrantes et controversées les jours précédant le 11-Septembre ; elles conduisirent Steve Bongardt, un agent du FBI, à prédire le 29 août 2001 — soit moins de deux semaines avant le 11-Septembre — qu'« un jour, des gens perdront la vie ». [10]

Comme nous le verrons, les motifs derrière ces rétentions d'informations restent mystérieux. À une époque, j'ai adhéré aux spéculations de Lawrence Wright : selon lui, il est possible que la CIA voulût recruter les deux Saoudiens, et « *pourrait aussi avoir protégé une opération à l'étranger* [potentiellement en coordination avec l'Arabie saoudite], *et donc craindre que le FBI ne l'aurait révélée.* » [11] Le but de cet essai est de suggérer que les motivations derrière ces rétentions d'informations auraient pu être liées à l'objectif bien plus large des néoconservateurs, qu'ils imposaient alors à la politique étrangère des États-Unis : la consolidation de l'hégémonie globale US par l'établissement de bases avancées autour des champs pétrolifères de l'Asie centrale.

En résumé, la rétention de preuves pourrait être vue comme un élément du plus vaste et sinistre schéma en développement à cette époque, comprenant la contre-performance du gouvernement des États-Unis dans sa réponse aux attaques du 11-Septembre, ainsi que les envois meurtriers de lettres contenant de l'anthrax — ce qui facilita le vote du *Patriot Act* —.

Aujourd'hui, les travaux de Kevin Fenton m'ont convaincu sur le fait que l'explication de Lawrence Wright — soit la protection par la CIA d'une opération secrète — pourrait expliquer pourquoi la rétention a débuté en janvier 2000, mais ne peut expliquer son renouvellement les jours précédant le 11-Septembre. Fenton analyse une liste de 35 différentes occasions où les deux pirates de l'air présumés furent protégés de cette manière — de janvier 2000 jusqu'au 5 septembre 2001 environ, soit moins d'une semaine avant les détournements —. [12] Nous verrons que, dans son analyse, ces incidents peuvent être classés en deux principales catégories. Les motifs qu'il attribue à la première catégorie étaient « *de couvrir une opération de la CIA qui était déjà en cours* ». [13] Cependant, après que « *tous les voyants du système [de sécurité nationale] étaient au rouge* » durant l'été 2001, et que la CIA s'attendait à une attaque imminente, Fenton conclut que « *l'objectif de la rétention d'informations était dorénavant de permettre le déroulement des attaques* », ne pouvant trouver d'autres explications. [14]

Cette dernière citation de Fenton impliquerait qu'un crime d'homicide ait été perpétré par des membres du « *groupe Alec Station* », même si ce crime ne consti-

tuait pas un meurtre avec préméditation mais un homicide involontaire. En effet, nous pourrions imaginer des raisons bienveillantes à cette rétention d'information. Par exemple, la CIA aurait pu tolérer les agissements des deux Saoudiens afin de retrouver leurs associés. Dans ce cas, nous n'aurions eu affaire à rien de plus qu'une erreur de jugement, bien qu'elle aboutisse à un homicide.

La guerre de terreur et le projet de domination globale de Donald Rumsfeld, de Dick Cheney et de Paul Wolfowitz

Cependant, à travers cet essai, je vais m'arrêter sur les activités menées en Ouzbékistan et en Afghanistan par Richard Blee, le directeur de l'Unité ben Laden de la CIA. L'Ouzbékistan était une zone de préoccupation majeure pour Blee et son supérieur, Cofer Black ; mais c'était aussi un endroit très intéressant pour Dick Cheney. En effet, Halliburton, l'entreprise qu'il dirigea entre 1995 et 2000, était active depuis 1997 — voire plus tôt — dans l'exploitation des réserves pétrolières de l'Asie centrale. En 1998, lors d'un discours devant des industriels du pétrole, Cheney lui-même déclara : « *Je ne me souviens pas avoir vu émerger si soudainement une région en tant que zone de grande importance stratégique comme c'est le cas aujourd'hui pour [le bassin] Caspien.* » [15]

Je m'appête à démontrer que le but et le résultat de la protection des deux Saoudiens auraient pu être de remplir les objectifs de Dick Cheney, de Donald Rumsfeld et du Projet pour le Nouveau Siècle Américain (PNAC pour Project for the New American Century). En effet, cette faction de néoconservateurs avait comme projet d'établir des « *forces pré-positionnées* » en Asie centrale. [16] Nous verrons que, durant un appel téléphonique passé le 11-Septembre par le directeur de la CIA George Tenet à Stephen Cambone (une figure centrale du PNAC au Pentagone), Tenet transmit apparemment à ce dernier certaines des informations privilégiées qui ne sont jamais parvenues au FBI.

L'un des objectifs de ce plan des néoconservateurs était de maintenir la domination des États-Unis et d'Israël sur cette région, et ce pour des motifs sécuritaires. Comme nous le verrons, leur projet consistait aussi à créer les conditions favorables à de futures actions préemptives unilatérales contre des États inamicaux tels que l'Irak. En particulier, ce plan du PNAC fut élaboré afin d'établir de nouvelles bases militaires permanentes au Moyen-Orient, anticipant l'annonce prévisible faite par Donald Rumsfeld en 2003, selon laquelle les États-Unis retireraient d'Arabie saoudite « *pratiquement toutes leurs troupes, sauf du personnel employé pour l'entraînement [militaire]* ». [17] Néanmoins, un autre objectif de ce plan

était de renforcer l'influence US sur les États récemment indépendants de l'Asie centrale, avec leurs considérables réserves non prouvées de gaz et de pétrole.

Dans ce contexte, la conclusion alarmante de Fenton sur les actions de la CIA menant aux attaques du 11-Septembre acquiert une plus grande pertinence au regard de ce plan du PNAC. Il en va de même si l'on s'attarde sur les trois autres anomalies criantes dans la guerre de terreur de George W. Bush. La première d'entre elles est le paradoxe découlant du fait que cette prétendue lutte contre al-Qaïda fût conduite avec l'Arabie saoudite et le Pakistan, soit les deux nations qui étaient le plus actives dans le soutien de cette organisation à travers le monde. Dans cet essai, nous verrons comment les services de renseignement des États-Unis et de l'Arabie saoudite ont coopéré de manière à protéger les agents saoudiens au sein d'al-Qaïda, au lieu de les neutraliser.

Deuxième anomalie : bien que la CIA aurait pu être mobilisée pour détruire al-Qaïda, Rumsfeld et Cheney avaient depuis le début l'intention de lancer une guerre à bien plus grande échelle. En septembre 2001, aucun renseignement sur le 11-Septembre ne liait l'Irak aux attentats. Pourtant, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, soutenu par son adjoint Paul Wolfowitz, observait déjà le 12 septembre « *qu'il n'existait pas de cibles convenables à bombarder en Afghanistan, et [qu'il fallait] bombarder l'Irak, [ce pays] ayant d'après lui de meilleures cibles.* » [18] L'argument de Rumsfeld était appuyé par un document du Département de la Défense préparé pour les réunions de Camp David des 15 et 16 septembre 2001, qui « *proposait que 'les cibles immédiatement prioritaires pour les premières actions' devaient être al-Qaïda, les talibans et l'Irak.* » [19]

Cette nation avait été visée par Rumsfeld et Wolfowitz depuis au moins 1998, lorsque les deux hommes cosignèrent une lettre du PNAC adressée au Président Clinton, qui appelait au « *renversement du régime de Saddam Hussein* ». [20] Mais l'Irak n'était pas la seule et unique cible dans le plan de Cheney, de Rumsfeld et de Wolfowitz — un plan qui, depuis au moins 1992, ne visait rien de moins que la domination globale des États-Unis, ou ce que l'ancien colonel US Andrew Bacevich appela « *l'hégémonie américaine globale et permanente* » —. [21] C'était une importante priorité des néoconservateurs. Même avant que George W. Bush n'ait été élu par la Cour Suprême en décembre 2000, Cheney manœuvrait pour assurer aux cosignataires de la lettre du PNAC de 1998 l'accès à des postes clés de la Maison-Blanche, du Département d'État et du Département de la Défense. Ces

cosignataires incluaient Richard Armitage, John Bolton, Richard Perle, ainsi que d'autres membres du PNAC comme Stephen Cambone — sur lequel nous reviendrons —.

Depuis ses débuts, la guerre de terreur avait été conçue comme un moyen de mettre en œuvre cet objectif d'hégémonie globale. Le 24 septembre 2001, Condoleezza Rice, conseillère à la Sécurité nationale, « *aborda la question du soutien étatique au terrorisme : 'Quelle est notre stratégie à l'égard des pays qui soutiennent le terrorisme comme l'Iran, l'Irak, la Libye, la Syrie et le Soudan ?'* » [22] Dans ses mémoires, le général Wesley Clark révéla qu'à partir de novembre 2001, cette question était devenue un plan quinquennal du Département de la Défense :

« *Alors que je suis retourné au Pentagone en novembre 2001, l'un des principaux officiers parmi les hauts responsables de l'armée m'accorda du temps pour discuter. Oui, nous étions toujours en route pour attaquer l'Irak, me dit-il. Mais ce n'était pas tout. Il me fit savoir que cette attaque était envisagée dans le cadre d'un plan quinquennal pour mener une campagne militaire. Au total, sept pays étaient ciblés, en commençant par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, l'Iran, la Somalie et le Soudan.* » [23]

À cette époque, l'ancien officier de la CIA Reuel Marc Gerecht publia un article dans *The Weekly Standard* soutenant la nécessité d'un changement de régime en Iran et en Syrie. [24] (Dans cet hebdomadaire néoconservateur, Gerecht continue de mettre en garde l'opinion sur les menaces que représenteraient aujourd'hui ces deux nations.) Durant l'ère Clinton, Gerecht, à l'instar de Cheney et de Rumsfeld, faisait partie du Projet pour le Nouveau Siècle Américain (PNAC), une faction belliciste appelant à une action militaire contre l'Irak en particulier, et plus généralement à un budget de la Défense étendu, qui aurait « *considérablement augmenté les dépenses de défense* » pour favoriser « *la cause du leadership [global] des États-Unis* ». Le rapport du PNAC publié en septembre 2000 — *Reconstruire les défenses de l'Amérique* (Rebuilding America's Defenses) — traitait largement du pétrole du golfe Persique et de l'importance de maintenir et de renforcer « *des forces pré-positionnées dans cette région* ». [25]

Il est intéressant de noter qu'à la fin de l'année 2001, peu après le 11-Septembre et le déclenchement de la guerre de terreur, les États-Unis avaient déjà établi de nouvelles bases militaires en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizistan. Ainsi, ils étaient en bien meilleure position pour influencer les politiques des gouvernements nouvellement émancipés de l'Est du bassin Caspien — une région riche en hydrocarbures

— À travers cet essai, nous verrons que l'accord de 2001 permettant la mise en place de la première et de la plus importante de ces bases — celle de Karshi-Khanabad (ou K-2) en Ouzbékistan — s'est fondé sur un arrangement antérieur du Pentagone, complété par un accord de liaison de la CIA négocié en 1999 par Richard Blee du « *groupe Alec Station* » (Blee étant une figure centrale dans cet essai). Dans leur majorité, les États-Uniens ne savent pas que le 11-Septembre, des Forces spéciales US étaient déjà déployées à la base K-2 dans le cadre d'une mission ouzbèke d'entraînement militaire. Ils ne savent pas non plus que le 22 septembre 2001, deux semaines avant un accord militaire formel entre les armées US et ouzbèke, « *la CIA envoyait déjà ses équipes vers l'énorme base aérienne de Karshi-Khanabad (ou K-2) située au sud de l'Ouzbékistan, où des ingénieurs de l'US Army étaient en train de réparer la piste d'atterrissage.* » [26]

La troisième anomalie de cette « *guerre contre le terrorisme* » est qu'elle conduisit à une nette augmentation du recours à la terreur, voire à la torture, par les États-Unis eux-mêmes, y compris contre leurs propres citoyens. Dans ce contexte, il doit être souligné que Dick Cheney et Donald Rumsfeld, à travers leur participation à l'ultrasecret « *Projet Jugement dernier* » du Département de la Défense, avaient également pris part à la planification de la Continuité du Gouvernement (COG pour *Continuity of Government*). Aux États-Unis, la COG était destinée à saper la *Bill of Rights* par la surveillance sans mandat et la détention arbitraire des dissidents politiques. [27] Ces planifications — dont l'origine est la peur des communistes illustrée par le Maccarthysme des années 1950 — ont constitué les fondements des plans complexes développés par le Pentagone et d'autres agences afin de contrer les protestations des mouvements anti-guerre contre leur objectif commun : instaurer la domination globale des États-Unis.

Comme je l'ai défendu ailleurs, les États-Unis dépensent annuellement des milliards de dollars dans le domaine de la sécurité intérieure. Ces dépenses sont dues en grande partie à la croyance — formulée par le colonel des marines Oliver North — que la guerre du Vietnam fût perdue dans les rues des États-Unis, et que cette capacité de dissuasion civile contre les opérations militaires US devait être limitée. [28] Cheney et Rumsfeld, en tant que membres de ce que l'on appelle le « *Projet Jugement dernier* » pour la planification de la Continuité du Gouvernement (COG), ont contribué à ces efforts. [29] En résumé, le 11-Septembre a permis la mise en œuvre de programmes envisagés depuis longtemps par une faction restreinte de responsables US, soit la concrétisation

de nouvelles politiques radicales en Asie centrale — mais également au sein même des États-Unis —.

Il est à la fois difficile et douloureux d'envisager le crime d'homicide suggéré par les recherches méticuleuses de Kevin Fenton. Aujourd'hui, les États-Unis traversent une crise due aux activités des banques trop importantes pour faire faillite (« *Banks Too Big to Fail* »). Comme il a été souligné, ces banques étaient également trop imposantes pour que leurs responsables soient emprisonnés (« *Banks Too Big to Jail* »). En effet, punir leurs dirigeants comme des criminels ordinaires mettrait en danger la structure financière déjà menacée des États-Unis. [30] Cet essai expose, de manière détaillée, un phénomène analogue, soit ce qui pourrait être un crime trop important pour être puni (« *Crime Too Big to Punish* »).

Enfin, comme nous le verrons, le 11-Septembre partage des points communs avec l'assassinat de John F. Kennedy.

### **La dissimulation autour du 11-Septembre et le rôle de la CIA dans la survenance ces attaques**

Dix ans plus tard, il est important de réévaluer ce que l'on sait ou pas à propos des événements qui conduisirent au 11-Septembre, en particulier concernant les actions de la CIA et du FBI, ainsi que le refus de divulguer des informations cruciales à la Commission sur le 11-Septembre.

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer avec confiance :

- 1) que les vérités les plus importantes sont toujours inconnues, en grande partie car les documents cruciaux sont soit maintenus au secret, soit considérablement censurés ;
- 2) les efforts de dissimulation continuent, d'ailleurs encore plus agressivement qu'auparavant ;
- 3) en plus de la dissimulation, nous devons analyser ce que John Farmer, ancien membre de la Commission sur le 11-Septembre, a appelé « *une incompétence administrative sans précédent ou un mensonge organisé* » de la part de personnages clés à Washington. [31] Ces derniers incluent le Président Bush, le Vice-président Cheney, le général du NORAD Richard Myers ainsi que le directeur de la CIA George Tenet. Nous pouvons également citer Samuel Berger, l'ancien conseiller à la Sécurité nationale du Président Clinton, qui avant de témoigner sur ces questions se rendit aux Archives nationales pour retirer — et potentiellement détruire — de la documentation cruciale. [32] Dans son livre, Farmer a soutenu ces deux possibilités.

La première d'entre elle, « *l'incompétence bureaucratique sans précédent* », est en fait l'explication donnée par la Commission sur le 11-Septembre afin d'expliquer les anomalies frappantes à propos de ces

attentats et des vingt mois qui les précédèrent, lorsque des informations importantes furent dissimulées au FBI par l'Unité ben Laden de la CIA (que l'on appelle Alec Station). Cependant, grâce au remarquable nouveau livre de Kevin Fenton, *Disconnecting the Dots*, nous ne pouvons plus attribuer les agissements anormaux de la CIA à des « *problèmes systémiques* », ou à ce que Tony Summers appela hâtivement de la « *confusion bureaucratique* ». [33]

Se basant sur d'importants livres de James Bamford, de Lawrence Wright, de Peter Lance et de Philip Shenon, Fenton démontre irréfutablement qu'il existait à la CIA une pratique systématique de dissimulation des renseignements cruciaux vis-à-vis du FBI, y compris lorsque le Bureau avait normalement le droit d'y accéder. Avec encore plus de brio, il démontre que ce processus de rétention a été systématiquement maintenu durant les quatre investigations successives conduites après le 11-Septembre : l'enquête du Congrès présidée par les sénateurs Bob Graham et Richard Shelby (dont une partie est encore classifiée), puis celles de la Commission sur le 11-Septembre, de l'inspecteur général du Département de la Justice et de l'inspecteur général de la CIA.

Le plus déterminant dans les travaux de Fenton est qu'il démontre que ces nombreuses rétentions d'informations — qu'elles soient antérieures ou postérieures au 11-Septembre — furent l'œuvre d'un nombre relativement restreint d'individus. La dissimulation de renseignements vis-à-vis du FBI fut principalement opérée par ce que l'on appelle le « groupe Alec Station » — une faction faisant partie de l'Unité ben Laden de la CIA (qui est appelée « Alec Station »), mais ne lui étant pas identique —. Le « groupe Alec Station » était majoritairement composé de personnel de l'Agence, et incluait aussi quelques éléments du FBI. Les figures clés de ce groupe étaient l'officier de la CIA Tom Wilshire (que la Commission sur le 11-Septembre appelle « John »), et son supérieur direct à Alec Station, Richard Blee.

La dissimulation post-11-Septembre autour des agissements de Wilshire fut principalement l'œuvre d'une seule personne, Barbara Grewe. Cette dernière travailla d'abord dans l'enquête de l'inspecteur général du Département de la Justice sur le comportement de Wilshire. Elle fut ensuite mutée dans deux postes successifs au sein de l'équipe de la Commission sur le 11-Septembre où, sous l'autorité de son directeur exécutif Philip Zelikow, elle parvint à détourner l'attention que les enquêteurs portaient sur les performances de la CIA vers celles du FBI. [34] Que Grewe ait conduit ou pas les entretiens avec Wilshire et d'autres fonctionnaires dignes d'intérêt, elle « *s'en inspira certainement pour rédiger ses sections des rapports*

*de la Commission [sur le 11-Septembre] et de l'inspecteur général du Département de la Justice.* » [35]

Les mutations successives de Barbara Grewe sont symptomatiques d'une dissimulation volontaire décidée à un niveau hiérarchique supérieur. Comme nous le verrons, il en va de même concernant le transfert en mai 2001 de Tom Wilshire d'Alec Station (l'Unité ben Laden de la CIA) vers le FBI, où il débuta une nouvelle phase d'interférences sur le flux normal de renseignements, organisant l'obstruction au sein même du Bureau. [36]

Ce processus commence à partir des renseignements obtenus grâce à la surveillance, par la NSA et la CIA, d'une importante réunion au sommet d'al-Qaïda en janvier 2000 — probablement l'unique rencontre de ce type avant le 11-Septembre —. Aux États-Unis, cette réunion attira instantanément l'attention des responsables de la sécurité nationale du fait de ses liens indirects à un élément d'appui logistique (un téléphone multi-lignes, basé au Yémen, qu'al-Qaïda utilisait). Cet élément de soutien était soupçonné d'avoir servi de centre de communication lors des attentats à la bombe contre les ambassades US en 1998. Comme Kevin Fenton le relève, « *[l]'Agence réalisa que ce sommet était si important qu'elle briefa les directeurs du FBI et de la CIA [Louis Freeh et Dale Watson], le conseiller à la Sécurité nationale Samuel Berger et d'autres hauts responsables sur les renseignements collectés à cette occasion.* » [37]

Pourtant, au sein d'Alec Station, Tom Wilshire et son adjointe à la CIA (surnommée « Michelle ») [38] bloquèrent les tentatives de Doug Miller, un agent du FBI détaché dans cette unité, de notifier le Bureau que l'un des participants à cette rencontre avait un visa US dans son passeport (il s'agissait de Khaled al-Mihdhar). [39] Pis, « Michelle » envoya alors un câble mensonger aux autres stations de la CIA. Ce câble affirmait fallacieusement que « *les documents de voyage [d'al-Mihdhar], incluant un visa US à entrées multiples, avaient été copiés et transmis 'au FBI pour de plus amples investigations'.* » [40] Alec Station s'est également abstenue d'inclure les participants à cette rencontre dans une liste de surveillance, comme le demandaient les directives de la CIA. [41]

Ainsi débutait un processus systématique et parfois mensonger, à travers lequel les renseignements de la NSA et de la CIA concernant Khaled al-Mihdhar et son compagnon de voyage, Nawaf al-Hazmi, étaient systématiquement dissimulés au FBI. Ils furent également déformés, faussés ou manipulés de façon à prévenir toute enquête du Bureau sur les deux Saoudiens et leurs associés. Ce processus est un aspect majeur de l'histoire du 11-Septembre. En effet, le comportement de ces deux apprentis pirates de l'air était si peu

professionnel que, sans cette protection de la CIA assurée par le « groupe Alec Station », ils auraient presque certainement été détectés et arrêtés ou expulsés, et ce bien avant qu'ils ne se préparent à embarquer sur le Vol 77 à Washington. [42]

Kevin Fenton conclut son enquête avec une liste de 35 différentes occasions où les deux pirates de l'air présumés furent protégés de cette manière — de janvier 2000 jusqu'au 5 septembre 2001 environ, soit moins d'une semaine avant les détournements —. [43] Dans son analyse, ces incidents peuvent être classés en deux principales catégories. Les motifs qu'il attribue à la première catégorie, tels que la rétention du câble de Doug Miller, étaient « *de couvrir une opération de la CIA qui était déjà en cours* ». [44] Cependant, après que « *tous les voyants du système [de sécurité nationale] étaient au rouge* » durant l'été 2001, et que la CIA s'attendait à une attaque imminente, Fenton conclut que « *l'objectif de la rétention d'informations était dorénavant de permettre le déroulement des attaques* », ne pouvant trouver d'autres explications. [45]

Après son transfert au FBI, Tom Wilshire changea ostensiblement sa manière d'interférer. Lorsqu'il était à la CIA, il avait manœuvré pour empêcher la transmission de renseignements au Bureau. Au contraire, une fois entré au FBI, il entreprit des révisions de ces mêmes renseignements, mais en les menant assez lentement pour qu'elles n'aient pas d'effet avant le 11-Septembre. Fenton suspecte que Wilshire anticipa un contrôle de ses dossiers, et qu'il semait des fausses pistes dans cette documentation afin de neutraliser ses embarrassantes performances. [46]

Je pense que nous devons à présent accepter la conclusion tirée des recherches de Kevin Fenton : « *Il est clair que ces informations ne furent pas retenues suite à une succession d'incidents étranges, mais qu'elles l'ont été intentionnellement.* » [47] Toutefois, je suggère une explication différente de ce qu'étaient ces intentions — une explication qui, à première vue, peut sembler plus simple, plus innocente, et également plus explicative d'autres aspects du mystère que constitue le 11-Septembre (bien que ces aspects semblent apparemment sans liens) —.

(À suivre...)

Peter Dale Scott

Traduction Maxime Chaix

Une version synthétique de cet essai a été présentée le 11 septembre 2011 aux Auditions internationales sur le 11 Septembre (*International Hearings on the Events of September 11, 2001*), qui se sont déroulées du 8 au 11 septembre 2011 à Toronto.

## Le lancement de la guerre de terreur des États-Unis (2/3) (VoltaireNet)

### Des services secrets parallèles par Peter Dale Scott

*Poursuivant son analyse, Peter Dale Scott montre que les accords de liaison entre services secrets d'États alliés permettent de développer des services parallèles et des opérations hors contrôle. L'ancien diplomate canadien met ainsi à jour la méthode qui a permis aux comploteurs du 11-Septembre d'utiliser les moyens de l'appareil d'État US à l'insu de leurs collègues.*

*Réseau Voltaire | 22 septembre 2012*

### Les accords de liaison avec d'autres services de renseignement

Je pense qu'initialement, Khaled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazmi auraient pu bénéficier d'une protection car ils avaient été envoyés aux États-Unis par les services de renseignement saoudiens (le GID). Ceci expliquerait pourquoi, après leur arrivée, ils furent apparemment financés de manière indirecte par l'ambassade d'Arabie saoudite à Washington. Ces faits sont bien résumés par Paul Church dans l'*Asia Times Online* (édition du 12 février 2012) :

« [E]ntre 1998 et 2002, jusqu'à 73 000 dollars en chèques bancaires furent transmis par Hayfa bint Fayçal, la femme de [l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington, le prince] Bandar, à deux familles californiennes connues pour avoir financé al-Midhar [sic] et al-Hazmi (Bandar décrit un jour George H. W. Bush et son épouse comme 'ma mère et mon père'). [...] La princesse Hayfa envoyait régulièrement des paiements mensuels allant de 2 000 à 3 500 dollars à Majeda Dweikat, la femme d'Oussama Basnan – qui aurait été un espion pour le gouvernement saoudien, selon divers enquêteurs. De nombreux chèques étaient [aussi] destinés à Manal Bajadr, la femme d'Omar al-Bayoumi, lui-même soupçonné de travailler secrètement pour le royaume [saoudien]. Auparavant, les familles Basnan, al-Bayoumi et les deux pirates de l'air du 11-Septembre avaient partagé le même immeuble à San Diego. Omar al-Bayoumi fut celui qui accueillit les meurtriers lorsqu'ils arrivèrent pour la première fois aux États-Unis, et qui leur fournit un appartement ainsi que des cartes d'assurance sociale (en plus d'autres formes d'assistance). Il aida même ces hommes à s'inscrire dans des écoles de pilotage en Floride. » [1]

Si les deux Saoudiens furent réellement envoyés par le GID, il est pratiquement certain qu'ils auraient été admis aux États-Unis dans le cadre d'un accord de

liaison entre le GID et la CIA. [2] Le prince Turki ben Fayçal, l'ancien directeur du GID, a déclaré qu'il échangeait ses informations sur al-Qaïda avec la CIA et qu'en 1997, les Saoudiens « établirent une commission mixte de renseignement avec les États-Unis afin d'échanger des informations sur le terrorisme en général et sur [...] al-Qaïda en particulier. » [3] Le Rapport de la Commission sur le 11-Septembre ajoute que, suite au passage à l'an 2000, des réformes furent entreprises au Centre de contreterrorisme (CTC), qui incluait Alec Station (l'Unité ben Laden de la CIA). Ainsi, le CTC voulait instaurer son plan adopté six mois auparavant, qui consistait à « améliorer les capacités des services de sécurité étrangers ayant fourni des renseignements via la liaison ». [4]

C'était une spécialité de Richard Blee. Steve Coll rapporta que ce dernier et son supérieur Cofer Black étaient très enthousiasmés par les opportunités qu'induisaient les accords de liaison, en ce qu'ils permettaient d'étendre l'influence et les capacités d'action de la CIA dans des régions cruciales. Ainsi, ils s'envolèrent ensemble vers Tachkent en 1999, où ils négocièrent un nouvel accord de liaison avec l'Ouzbékistan. [5] Selon Steve Coll et le *Washington Post*, cet arrangement conduisit à l'établissement rapide d'une liaison de la CIA en Afghanistan avec l'Alliance du Nord, par l'entremise de Tachkent. [6] Thomas Ricks et Susan Glasser rapportèrent dans le *Washington Post* qu'après les attentats à la bombe contre les ambassades US à Dar es Salaam et à Nairobi en 1998, « Les États-Unis et l'Ouzbékistan ont discrètement conduit des opérations secrètes communes visant à contrer le régime taliban au pouvoir en Afghanistan, ainsi que ses alliés terroristes [...], selon des responsables de ces deux pays. » [7]

Cet engagement en Ouzbékistan entrainait dans un plus large schéma régional. Depuis 1997, les États-Unis avaient débuté une série de manœuvres militaires annuelles avec les forces armées kazakhes, kirghizes et ouzbèkes. Ces exercices simulaient un possible déploiement de forces de combat de l'armée US dans la région :

« CENTRAZBAT '97, comme on l'appelait, était clairement un test de la capacité américaine de projection de forces dans le bassin Caspien en cas de crise. 'Il n'existe aucune nation sur la surface de cette planète qui est hors de notre portée', déclara le général Jack Sheehan [...] l'officier le plus haut gradé de cet exercice. Et pour quiconque aurait des doutes sur la nature de nos intérêts dans cette région, Catherine Kelleher, accompagnant Sheehan en tant qu'assistante du secrétaire adjoint à la Défense, cita 'la présence d'énormes ressources énergétiques' comme justification de l'engagement militaire des États-Unis.

*L'opération de 1997 fut la première d'une série d'exercices annuels [baptisés] CENTRAZBAT, qui sont conçus pour tester la vitesse avec laquelle Washington pourrait directement déployer dans cette région des forces basées aux États-Unis et y débiter des opérations de combat.* » [8]

En d'autres termes, l'activité du Pentagone en Ouzbékistan précédait de quatre ans l'accord public signé en octobre 2001 par Donald Rumsfeld et le Président Islom Karimov.

Revenons-en à l'accord de liaison négocié par Richard Blee et Cofer Black avec l'Ouzbékistan. En tant qu'ancien jeune diplomate, permettez-moi d'observer qu'un accord de liaison aurait probablement requis des accréditations spéciales pour ceux qui étaient au courant de cet arrangement, et qui s'échangeaient des informations dans le cadre de cette liaison. [9] Ceci expliquerait l'exclusion des agents du FBI qui n'étaient pas autorisés à accéder à ces informations, ainsi que le comportement des autres agents non accrédités de la CIA qui continuaient de collecter et de disséminer des informations sur les deux pirates de l'air présumés. Le « groupe Alec Station » avait besoin des deux afin de protéger la double identité du tandem de Saoudiens, et de s'assurer qu'ils ne soient pas arrêtés par le FBI, ce qui aurait été source d'embarras.

Il est presque certain que la CIA disposait d'importants accords de liaison non seulement avec le GID saoudien et avec l'Ouzbékistan, mais aussi avec la Direction pour le renseignement interservices du Pakistan (ISI pour Inter-Services Intelligence). Elle avait également établi de tels accords avec les services de renseignement de l'Égypte, et peut-être même du Yémen et du Maroc. Plus particulièrement, il existe des raisons de penser qu'Ali Mohamed fût admis à résider aux États-Unis en tant qu'agent d'un service étranger (probablement égyptien) dans le cadre d'arrangements de ce type. [10] Mohamed était un agent double dont le FBI avait empêché la mise en détention au Canada, ce qui lui permit d'organiser les attentats de 1998 contre les ambassades US. Il figure à la fois parmi les sources et le contenu du célèbre *Briefing Présidentiel Quotidien* du 6 août 2001 (PDB pour *Presidential Daily Briefing*), dans lequel la CIA mit en garde le Président Bush que « *Ben Laden [était] déterminé à frapper aux États-Unis* ». [11] Selon Jack Cloonan, le référent d'Ali Mohamed au FBI, « *toutes ces informations [contenues dans le briefing présidentiel] venaient d'Ali* », tandis que le PDB attribuait ses découvertes cruciales à ce qu'« *un agent opérationnel du Jihad islamique égyptien (JIE) déclara à un service [---].* » [12] (Il est clair qu'Ali

Mohamed faisait partie du JIE, et que ce service était probablement égyptien.)

Mais lorsque ce dernier, à l'instar de Khaled al-Mihdhar et de Nawaf al-Hazmi, fut inopportunément admis aux États-Unis, « *une autre agence fédérale* » que la CIA s'en serait chargé. [13] Il s'agissait très probablement d'une agence du Pentagone car, entre 1987 et 1989, Ali Mohamed « *fut affecté au [SOCOM, le] Commandement des opérations spéciales [de l'armée] US à Fort Bragg, la base des Bérêts verts et de la Delta Force – l'unité d'élite du contre-terrorisme.* » [14] Le SOCOM, qui inclut le Commandement mixte pour les opérations spéciales (JSOC pour *Joint Special Operations Command*), dispose de sa propre division de renseignement. [15] Par ailleurs, le SOCOM est le commandement qui a mis en place le programme Able Danger en 1999 afin de surveiller les agents d'al-Qaïda et qui, sans explications, l'a stoppé avant le 11-Septembre et a détruit sa base de données. [16] Par ailleurs, le SOCOM opérait en Ouzbékistan avec des agents de la CIA grâce à l'accord de liaison négocié par Cofer Black et Richard Blee du CTC, le Centre de contreterrorisme de la CIA.

Pour toutes ces raisons, je suggère de reconceptualiser ce que Kevin Fenton appelle l'anormal « groupe Alec Station ». En effet, nous pourrions considérer cette faction comme une (ou des) équipe(s) de liaison inter-agences disposant d'accréditations spéciales, et incluant des membres d'Alec Station, des collaborateurs au FBI et probablement des éléments du SOCOM. (L'un de ces collaborateurs était l'agent du FBI Dina Corsi, qui selon Fenton dissimula des informations vitales à son collègue, l'agent Steve Bongardt, et ce même après que la NSA lui en avait autorisé l'accès.) [17]

### **Retour en arrière : le Safari Club et William Casey**

Sous des formes différentes, ces arrangements trouvent leur origine au plus tôt durant les années 1970. À cette époque, d'importants officiers de la CIA, en activité ou retraités (dont notamment Richard Helms), étaient mécontents des réductions de personnel menées sous le Président Jimmy Carter par Stansfield Turner, le directeur de l'Agence. En réponse, ils organisèrent un réseau alternatif que l'on appelle le Safari Club. Supervisé par les directeurs des services de renseignement de la France, de l'Égypte, de l'Arabie saoudite, du Maroc et de l'Iran (alors dirigé par le Shah), le Safari Club devint une base pour des officiers de la CIA tels que Theodore Shackley et Thomas Clines, qui avaient été marginalisés ou licenciés par le directeur de la CIA Turner. Comme le prince Turki ben Fayçal l'expliquera plus tard, l'objectif du Safari Club n'était pas simplement l'échange d'informations, mais également la conduite d'opérations

secrètes que la CIA ne pouvait plus mener directement à cause du scandale du Watergate et des réformes correspondantes. [18]

Dans les années 1980, William Casey, le directeur de la CIA, prit des décisions cruciales dans la conduite de la guerre secrète en Afghanistan. Toutefois, elles furent élaborées hors du cadre bureaucratique de la CIA qu'il dirigeait alors, en ce qu'elles furent préparées avec les directeurs du renseignement saoudien — d'abord Kamal Adham puis le prince Turki ben Fayçal. Parmi ces décisions, nous pouvons citer la création d'une légion étrangère destinée à aider les moudjahidines afghans à combattre les Soviétiques — en d'autres termes, la création d'un réseau de soutien que nous avons connu sous le nom d'al-Qaïda depuis la fin de cette guerre entre l'Union soviétique et l'Afghanistan. [19] Casey mit au point les détails de ce plan avec les deux chefs du renseignement saoudien, ainsi qu'avec le directeur de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), la banque pakistano-saoudienne dont Kamal Adham et Turki ben Fayçal étaient tous deux actionnaires.

Ce faisant, Casey dirigeait alors une deuxième Agence, ou une CIA hors canaux, construisant avec les Saoudiens la future al-Qaïda au Pakistan, bien que la hiérarchie officielle de l'Agence, qui lui était subordonnée à Langley, « pensait [à juste titre] que c'était imprudent ». [20] Dans *American War Machine* (version française : *La Machine de Guerre américaine*), j'ai situé le Safari Club et la BCCI dans une succession d'arrangements élaborés au sein d'une « CIA alternative » ou d'une « deuxième CIA », datant de la création en 1948 du Bureau de Coordination Politique (OPC pour *Office of Policy Coordination*). Ainsi, il est compréhensible que George Tenet, le directeur de la CIA sous George W. Bush, suivit le précédent de Casey et rencontra environ une fois par mois le prince Bandar, ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington, sans révéler le contenu de ces discussions aux officiers de l'Agence chargés des questions saoudiennes. [21]

Kevin Fenton invoqua lui-même l'exemple du Safari Club afin de proposer une possible explication au fait que Richard Blee et Tom Wilshire utilisaient un « réseau parallèle » pour surveiller al-Mihdhar et al-Hazmi à l'intérieur des États-Unis. D'après lui, « [r]etenir les informations concernant Almihdhar et Alhazmi [sic] n'a de sens que si la CIA était en train de surveiller les deux hommes aux États-Unis même, officiellement ou hors registres. » [22] Cependant, nous pourrions envisager une troisième possibilité. En effet, le GID aurait pu surveiller leurs agissements, ce qui correspondrait aux assertions du prince Bandar, selon lesquelles les services de sécurité saoudiens

avaient « *activement suivi les mouvements de la plupart des terroristes [,] de manière précise* ». [23]

Joseph et Susan Trento entendirent de la part d'un ancien officier de la CIA — qui avait été basé en Arabie saoudite — qu'« *Hazmi et Mihdhar étaient tous les deux des agents saoudiens.* » [24] Si cela est vrai, ils étaient clairement des agents doubles, agissant comme (ou se faisant passer pour) des terroristes en même temps qu'ils agissaient comme (ou se faisaient passer pour) des informateurs. Dans le domaine de l'espionnage, les agents doubles sont précieux et parfois utiles ; mais à certaines occasions, leur faire confiance peut aussi s'avérer dangereux — comme l'illustre l'exemple d'Ali Mohamed —.

Ce fut particulièrement vrai pour la CIA en ce qui concerne l'Arabie saoudite. En effet, le GID soutenait énergiquement al-Qaïda dans des pays comme la Bosnie, en vertu d'un accord imposant que cette organisation jihadiste « *n'interférerait pas dans les affaires politiques de l'Arabie saoudite ou de tout autre pays arabe* ». [25] Cet engagement avait été négocié avec Oussama ben Laden par le ministre de l'Intérieur saoudien Nayef ben Abdelaziz. L'ISI pakistanaise était encore plus activement impliquée avec al-Qaïda, et certains éléments de cette agence étaient probablement plus proches des buts idéologiques de cette organisation que du gouvernement nominalement laïc du Pakistan.

Quoi qu'il en soit, le recours à des informateurs illégaux n'est pas seulement dangereux et imprévisible, c'est aussi un facteur de corruption. En effet, pour jouer leur rôle, les informateurs doivent enfreindre la loi ; et leur superviseurs, ayant conscience de cette nécessité, doivent les protéger en s'abstenant de les signaler. Ainsi, bien trop souvent, ils interviennent afin d'éviter leur arrestation par d'autres services. C'est pourquoi les superviseurs ne cessent de se rendre complices des crimes de leurs informateurs. [26]

Même dans les meilleures circonstances, l'agence concernée doit décider si elle autorise l'informateur à perpétrer son crime, ou si elle l'en empêche en prenant le risque de lui faire perdre son utilité. Lorsque de telles occasions se présentent, les agences ont bien plus souvent tendance à faire le choix qui est contraire à l'intérêt général.

Un exemple très pertinent pour l'illustrer est le premier attentat à la bombe contre le World Trade Center en 1993. Ce cas est intéressant car Khalid Sheikh Mohammed, le cerveau présumé du 11-Septembre, faisait également partie des organisateurs de l'attentat de 1993. Parmi eux, le FBI avait un informateur, appelé Emad Salem. Plus tard, en se basant sur des preuves extraites des enregistrements de ses débrief-

fings avec le FBI, Salem déclara que le Bureau décida volontairement de ne pas déjouer le projet terroriste envisagé contre le World Trade Center. Écrit par Ralph Blumenthal pour le *New York Times*, voici le compte-rendu détaillé de ce précédent au mystère du 11-Septembre :

*« On révéla aux fonctionnaires des forces de l'ordre [le FBI] que des terroristes étaient en train de concevoir une bombe, qui fut finalement utilisée pour faire exploser le World Trade Center. Ils envisagèrent de mettre en échec les malfaiteurs en substituant secrètement les explosifs par une poudre inoffensive, déclara un informateur après l'attentat.*

*Ce dernier était censé aider les malfaiteurs à fabriquer la bombe et leur fournir la fausse poudre, mais ce plan fut annulé par un superviseur du FBI qui avait d'autres idées sur la façon d'utiliser cet informateur, [appelé] Emad A. Salem.*

*Ce récit, tiré de la retranscription des centaines d'heures d'enregistrements que M. Salem a secrètement réalisé durant ses conversations avec des agents des forces de l'ordre, démontre que les autorités étaient dans une bien meilleure position qu'annoncé pour déjouer les attentats à la bombe du 26 février contre les plus hautes tours de New York. L'explosion tua six personnes, en blessa plus de 1 000 et provoqua des dommages excessifs d'un demi-milliard de dollars. Pour cette attaque, quatre hommes sont aujourd'hui poursuivis devant la Cour fédérale de Manhattan. » [27]*

Ce qui rend le complot de 1993 encore plus intéressant est le fait que, selon plusieurs sources, Emad Salem était un agent du service de renseignement égyptien, envoyé aux États-Unis pour espionner les actions d'Omar Abdel Rahman, surnommé le « *cheikh aveugle* ». [28] Il est alors possible que le superviseur du FBI ayant « *d'autres idées* » sur la manière d'utiliser Emad Salem faisait partie d'une équipe de liaison, ne pouvant révéler ce qu'il savait aux autres agents du Bureau. Par exemple, il aurait pu être au courant d'un possible refus du renseignement égyptiens de dévoiler la couverture de Salem. Cette suggestion est à la fois hypothétique et problématique. Toutefois, elle a le mérite d'offrir une explication relativement cohérente pour un comportement du FBI que l'on peut qualifier de déconcertant.

Cette explication n'exclut absolument pas la possibilité que des fonctionnaires du Bureau auraient eu de plus sinistres motivations pour permettre la survenance des attentats à la bombe, et de le dissimuler ensuite. En effet, à ce moment précis, le cheikh Omar Abdel Rahman était l'un des éléments centraux d'un programme saoudien sensible, auquel des fonctionnaires US participaient également. Ce programme

était destiné à recruter et à acheminer des combattants moudjahidines en Bosnie pour lutter contre la Serbie (incluant quelques individus, comme Ayman al-Zawahiri, qui furent ensuite accusés du complot du 11-Septembre). [29] Au vu du comportement des enquêteurs et des autorités judiciaires, il est clair qu'un certain nombre d'agences US ne voulaient pas interférer dans les activités du cheikh Rahman. Même après l'inculpation de ce dernier en 1995, dans une affaire d'association de malfaiteurs en vue de commettre des attentats contre des monuments de New York, le gouvernement des États-Unis continua de protéger Ali Mohamed, un personnage crucial dans cette affaire.

Pis, le fait pour le FBI de permettre la survenance de ces attentats à la bombe s'inscrit dans une série de contreperformances et d'opportunités manquées — toutes liées entre elles — dont l'apogée fut le 11-Septembre. La première de cette série concerne le meurtre de l'extrémiste juif Meir Kahane à New York en 1991. Dans cette affaire, le FBI et le NYPD ont arrêté deux des meurtriers pour les relâcher ensuite, leur permettant de prendre part aux attentats à la bombe de 1993 contre le World Trade Center. L'un des principaux instructeurs de ces deux individus était Ali Mohamed, bien qu'il fasse encore partie des Forces spéciales US à cette époque. Son nom fut systématiquement protégé de toute divulgation publique par Patrick Fitzgerald, le procureur chargé des poursuites dans cette affaire. En 1994, lorsqu'Ali Mohamed fut arrêté à l'aéroport de Vancouver par la Gendarmerie Royale du Canada (GRC), le FBI est intervenu pour obtenir sa libération. Cette initiative du Bureau permit à Mohamed de se rendre au Kenya, où il devint le principal organisateur de l'attentat à la bombe de 1998 contre l'ambassade US à Nairobi. [30]

Ali Mohamed fut finalement arrêté par les États-Uniens en 1998, mais il ne fut pas immédiatement emprisonné. Manifestement, c'est en homme libre qu'il confia sans réticences à Jack Cloonan, son référent au FBI, qu'il connaissait au moins trois des pirates de l'air présumés du 11-Septembre, et qu'il avait aussi contribué à leur apprendre comment détourner des avions. [31] Selon Ali Soufan, dans un livre publié en septembre 2011, Ali Mohamed attendait toujours sa condamnation en 2011, douze ans après qu'il eût plaidé coupable en mai 1999. [32]

Nous devons en conclure qu'aux États-Unis, quelque chose dysfonctionne profondément, et ce depuis bien avant le 11-Septembre. En réalité, ce problème a perduré sous les deux majorités politiques. Les conditions de confidentialité instaurées par les accréditations spéciales n'ont pas seulement masqué ces anomalies de fonctionnement ; comme je le défendrai,

elles ont contribué à les engendrer. L'histoire de l'espionnage démontre que le pouvoir secret, lorsqu'il est exercé dans la sphère des activités illégales, devient peu à peu contraire au pouvoir public démocratique. [33] Plus le groupe de planificateurs spéciaux disposant de leurs propres accréditations est restreint, moins il y a de chances que leurs décisions soient conformes aux exigences des législations nationales et internationales, et encore moins à la moralité commune et au bon sens.

Ajoutez à ces conditions sournoises de confidentialité les relations fondamentalement malsaines et corrompues que les agences de renseignement US entretiennent avec celles de l'Arabie saoudite et du Pakistan. Jusqu'à présent, ces relations ont été profondément antidémocratiques en Asie autant que dans notre pays. Par un mécanisme de recyclage des richesses, la dépendance des États-Unis au pétrole saoudien a en fait subventionné une extension de l'islamisme à travers le monde. Dans le même temps, ce que les 99,9 % des États-Uniens payent pour leur essence et leur gaz génère des sommes gigantesques, que les Saoudiens recyclent alors dans les institutions financières des 0,1 % trônant au sommet de Wall Street.

De façon comparable, la relation trouble des États-Unis avec l'ISI pakistanaise a engendré une augmentation considérable du trafic de drogue international, essentiellement grâce aux clients afghans de la CIA et de l'ISI. [34] En résumé, le mauvais fonctionnement bureaucratique dont nous parlons à propos du 11-Septembre est le symptôme d'un dysfonctionnement plus large. Ce problème trouve sa source profonde dans la relation qu'entretiennent les États-Unis avec l'Arabie saoudite, le Pakistan et — à travers ces pays — avec le reste du monde.

### **Les accords de liaison et la protection de Khaled al-Mihdhar et de Nawaf al-Hazmi**

Même sans tenir compte du précédent suggestif de l'attentat à la bombe de 1993 contre le World Trade Center, il est légitime de présumer que des accords de liaison auraient pu empêcher l'arrestation de Khaled al-Mihdhar et de Nawaf al-Hazmi. Penchons-nous d'abord sur les découvertes de Kevin Fenton : « *Il est clair que ces informations [concernant ces deux individus] ne furent pas retenues suite à une succession d'incidents étranges, mais qu'elles l'ont été intentionnellement.* » [35] Je considère que cette découverte est frappante et indiscutable. Toutefois, nous ne pouvons pas être si sûrs de l'explication avancée par Fenton, selon laquelle « *l'objectif de la rétention d'information était désormais de permettre le déroulement des attaques.* » [36]

En réalité, je pense qu'il existe un certain nombre de possibilités derrière cette intention, allant de l'expli-

cation relativement innocente (les blocages dus à un accord de liaison) à la plus effroyable. Avant de les analyser, il nous faut déconstruire la notion de « *laisser les attaques se dérouler* ». De toute évidence, si les pirates de l'air présumés n'avaient pas été arrêtés aux portes d'embarquement des aéroports, des gens allaient certainement être tués — mais combien ? Souvenons-nous que dans les documents de l'opération Northwoods [37], qui envisageaient la planification d'attaques sous faux pavillon afin de justifier une intervention militaire à Cuba, des responsables du Comité des chefs d'États-majors interarmées (JCS) avaient écrit : « *Nous pourrions développer une campagne de terrorisme [faussement attribuée aux communistes de Cuba]* » durant laquelle « *[n]ous pourrions couler un bateau rempli de Cubains* ». [38] La perte de quatre avions de ligne remplis de passagers aurait-elle été une tragédie bien différente de celle qui était alors envisagée ?

Bien entendu, la dimension tragique du 11-Septembre fut considérablement amplifiée lorsque les avions frappèrent les tours et le Pentagone. Toutefois, il est possible que les personnes au courant de l'accord de liaison autour des deux Saoudiens n'imaginaient pas que les individus ciblés étaient capables de telles prouesses. Rappelons-nous que leurs leçons de pilotage, y compris à bord d'un Cessna, furent si catastrophiques qu'elles prirent fin prématurément. Leur instructeur leur fit savoir « *qu'ils n'étaient tout simplement pas faits pour piloter* ». [39]

Permettez-moi de suggérer qu'il existe trois étapes distinctes dans les attaques du 11-Septembre : les détournements, les frappes contre les bâtiments et les effondrements surprenants des trois immeubles du World Trade Center. Il est possible que l'équipe de liaison du « groupe Alec Station » eût envisagé uniquement la première étape, sans jamais imaginer les deux autres qui suivirent.

Une explication initiale des rétentions d'informations concernant deux des pirates de l'air présumés — à la fois simple et moins sournoise — serait l'hypothèse que j'ai proposé dans le cas d'Emad Salem : l'accès restreint aux renseignements du fait des accréditations spéciales requises par un accord de liaison. Toutefois, comme en 1993, les pouvoirs secrets constitués derrière le mur des accréditations restrictives auraient pu être exploités pour d'autres objectifs. La dangereuse situation alors créée — celle de potentiels pirates de l'air étant protégés de l'arrestation alors qu'une attaque était attendue — aurait pu inciter certains individus à exploiter les conditions de secret ainsi établies comme opportunité pour planifier un incident nécessaire à justifier la guerre. Il faut alors souligner une importante analogie entre le 11-Septembre et la

fausse seconde attaque du golfe du Tonkin en août 1964, qui fut utilisée afin de justifier l'attaque du Nord-Vietnam. En effet, comme à cette époque, il existait une puissante faction au sommet de l'État qui était déterminée à déclencher une action militaire unilatérale. Il s'agit de la clique du PNAC, évoluant au sein du gouvernement des États-Unis en 2001. [40]

L'un des indices appuyant cette plus sinistre intention est le fait que le modèle de dissimulations détaillé par Kevin Fenton ne se limite pas aux deux Saoudiens et à leurs superviseurs de la station de la CIA. Nous pouvons constater un enchaînement de plusieurs rétentions de renseignements par d'autres agences. Plus précisément, il s'agit des informations de la cellule Able Danger qui furent détruites par le SOCOM, ainsi que de la dissimulation — manifestement menée par la NSA — d'une interception importante, apparemment relative aux pirates de l'air présumés et à Zacarias Moussaoui. [41]

Si la NSA dissimulait alors des renseignements aux responsables concernés, ce comportement nous rappellerait le rôle de cette agence à l'époque du second incident du golfe du Tonkin en août 1964. À un moment crucial, la NSA envoya 15 segments de ROEM (renseignements d'origine électromagnétique) qui indiquaient — à tort — une attaque menée par les Nord-Vietnamiens contre deux destroyers US. Dans le même temps, elle dissimula 107 segments de ROEM qui démontraient — avec exactitude — qu'aucune hostilité de la part du Nord-Vietnam n'avait été lancée. [42] À cette époque, le comportement de la NSA trouvait son écho à la CIA : ces deux agences étaient conscientes de l'existence d'un puissant consensus au sein de l'administration Johnson. En effet, cette dernière s'était déjà accordée sur la nécessité de provoquer le Nord-Vietnam dans l'espoir de créer une opportunité pour une réponse militaire. [43]

Grâce à de nombreux récits venant de sources internes à l'administration Bush, nous savons qu'avant le 11-Septembre, il existait aussi un puissant consensus pro-guerre au sommet de l'État. Ce consensus était centré sur Dick Cheney, Donald Rumsfeld et ce que l'on appelle la faction du PNAC (le *Projet pour le Nouveau Siècle Américain*), qui avait exercé un lobbying énergique en faveur d'une action militaire contre l'Irak avant l'élection de George W. Bush. Nous savons également que la réponse immédiate de Rumsfeld aux attentats du 11-Septembre fût de proposer une attaque de l'Irak, et que la planification d'une telle attaque a été initiée le 17 septembre 2001.<sup>91</sup> Par conséquent, il est utile d'envisager la possibilité que les individus ayant protégé les pirates

de l'air présumés auraient pu partager ces ambitions guerrières. [44]

À suivre...)

Peter Dale Scott

Traduction

Maxime Chaix

## NOTES 1/3

- [1] Comité des chefs d'États-majors interarmées (JCS), « Courses of Action Related to Cuba (Case II) », Rapport du J-5 pour le Comité des chefs d'États-majors interarmées, 1er mai 1963, NARA #202-10002-10018, p.21 ; discussion dans Peter Dale Scott, *American War Machine* (Rowman & Littlefield, Lanham, MD, 2010), p.193, p.196. Version française : *La Machine de guerre américaine* (Demi-lune, 2012).
- [2] La guerre de terreur s'est développée depuis les attaques aériennes contre les civils durant la Seconde Guerre mondiale, commençant par Guernica et s'achevant avec les bombardements massifs de villes allemandes et japonaises. Toutefois, cette guerre aérienne ne constituait qu'un élément d'une plus vaste guerre conventionnelle entre des forces armées.
- [3] Cependant, pas un seul acte de terreur perpétré depuis le début de cette décennie, que ce soit par les troupes de Mouammar el-Kadhafi en Libye ou de Bachar el-Assad en Syrie, n'a surpassé ou même ne s'est rapproché de la dévastation de la ville irakienne de Falloujah par les troupes US en 2004.
- [4] « Statement by the President in His Address to the Nation », 11 septembre 2001. Le 20 septembre 2001, Bush déclara au cours d'une allocution devant une session mixte du Congrès que « [n]otre 'guerre contre la terreur' commence avec al-Qaïda, mais ne se limite pas [à cette organisation]. Elle ne s'arrêtera pas tant que chaque groupe terroriste ayant une capacité d'action globale n'ait été retrouvé, stoppé et détruit. »
- [5] Sur ce point, se référer au *Rapport final de la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis*, intitulé dans sa version originale *The 9/11 Commission Report* (W.W. Norton, New York, 2004), p.66 : « Jusqu'à présent, nous n'avons vu aucune preuve indiquant que [...] l'Irak coopéra avec al-Qaïda dans la planification ou l'exécution d'une quelconque attaque contre les États-Unis. » (Ce rapport est disponible en français sous le titre : *11-Septembre, Rapport final de la Commission d'enquête sur les attaques terroristes contre les États-Unis* [Équateurs, Paris, 2004]. Il est analysé sous un angle critique par l'universitaire et auteur états-unien David Ray Griffin dans *Omissions et manipulations de la Commission d'enquête* [Éditions Demi-Lune, Paris, 2006]).
- [6] *Sunday Times* (Londres), 1er mai 2005 ; Mark Danner, *The Secret Way to War : the Downing Street Memo and the Iraq War's buried history* (New York Review Books, New York, 2006).
- [7] *9/11 Commission Report*, pp.266-72.
- [8] Rory O'Connor et Ray Nowosielski, « Who Is Rich Bleed ? », *911Truth.org*, 21 septembre 2011, (documentaire transcrit et traduit en français par l'association ReOpen911) ; Rory O'Connor et Ray Nowosielski, « Insiders voice doubts about CIA's 9/11 story », *Salon*, 14 octobre 2011 (article traduit en français par ReOpen911 et publié sous le titre « La réaction des initiés et leurs doutes à propos de la version de la CIA concernant le 11-Septembre »). Rory O'Connor et Ray Nowosielski ont ajouté à leurs recherches la corroboration de Richard Clarke, l'ancien directeur du contreterrorisme à la Maison-Blanche sous les présidences de Bill Clinton et de George W. Bush. Clarke leur a déclaré qu'il présumait que 'l'ordre de ne pas communiquer l'information émanait des hautes sphères' de la CIA. Lorsqu'ils lui demandèrent de qui pouvait provenir un tel ordre, il répondit : 'Je pense qu'elle émane du directeur', faisant référence à [George] Tenet – en ajoutant que ce dernier et certains de ses collègues n'admettraient jamais la vérité 'même si on leur faisait subir le supplice de la noyade'.
- [9] Kevin Fenton, *Disconnecting the Dots* (TrineDay, Waltham, MA, 2011).
- [10] *9/11 Commission Report*, p.259, p.271 ; Lawrence Wright, *The Looming Tower : Al-Qaeda and the Road to 9/11* (Knopf, New York, 2006), p.352-54 ; Peter Dale Scott, *American War Machine*, p.203. Version française : *La Machine de guerre américaine* (Demi-lune, 2012).
- [11] Lawrence Wright, « The Agent », *New Yorker*, 10 et 17 juillet 2006, p.68 ; cf. Wright, *Looming Tower*, pp.339-44 ; discussion dans Peter Dale Scott, *The War Conspiracy : JFK, 9/11, and the Deep Politics of War* (Mary Ferrell Foundation Press, Ipswich, MA, 2008), p.355, pp.388-89.
- [12] Fenton, *Disconnecting the Dots*, pp.383-86.
- [13] *Ibidem*, p.48. Cf. Lawrence Wright, « The Agent », *New Yorker*, 10 et 12 juillet 2006, p.68 ; cité avec approbation dans Peter Dale Scott, *American War Machine*, p.399. Version française : *La Machine de guerre américaine* (Demi-lune, 2012).
- [14] Fenton, *ibidem*, p.371, cf. p.95.
- [15] Lutz Kleverman, « The new Great Game », *Guardian* (Londres), 19 octobre 2003.
- [16] *Rebuilding America's Defenses : Strategy, Forces and Resources For a New Century : A Report of the Project for the New American Century*, septembre 2000, p.17, p.27 (traduit en français et reproduit à l'identique par ReOpen911, p. 17, p.27).
- [17] « US Pulls out of Saudi Arabia », BBC News, 29 avril 2003.
- [18] Richard A. Clarke, *Against All Enemies : inside America's war on terror* (Free Press, New York, 2004), p.31.
- [19] Bradley Graham, *By His Own Rules : The Ambitions, Successes, and Ultimate Failures of Donald Rumsfeld* (Public Affairs, New York, 2009), p.290.

- [20] PNAC, *Letter to President Clinton on Iraq*, 26 janvier 1998.
- [21] Gary Dorrien, *Imperial Designs : Neoconservatism and the New Pax Americana* (Routledge, New York, 2004). Bacevich faisait référence à un mémo de 1992 rédigé par Paul Wolfowitz et destiné à Dick Cheney, alors secrétaire à la Défense. Ce mémo appelait les États-Unis à conserver leur pouvoir d'action unilatérale. Voir Lewis D. Solomon, *Paul D. Wolfowitz : visionary intellectual, policymaker, and strategist* (Praeger, New York, 2007), p.52 ; Andrew Bacevich, *American Empire : The Realities and Consequences of U.S. Diplomacy* (Harvard UP, Cambridge MA, 2002), p.44.
- [22] Bob Woodward, *Bush at War* (Simon & Schuster, New York, 2002), p.131. Bien avant, durant l'après-midi du 11-Septembre, l'officiel du Pentagone Stephen Cambone prit des notes durant sa conversation avec Rumsfeld : « *Besoin de cibles immédiates – Allez-y massivement. Balayez tout ça, associé ou pas [aux attaques du 11-Septembre]* ».
- [23] Wesley Clark, *Winning Modern Wars* (PublicAffairs, New York, 2003), p.130.
- [24] Nicholas Lemann, « The Next World Order », *New Yorker*, 1er avril 2002.
- [25] *Rebuilding America's Defenses : Strategy, Forces and Resources For a New Century : A Report of the Project for the New American Century*, septembre 2000, p.17, p.27 (traduit en français et reproduit à l'identique par ReOpen911, p. 17, p.27).
- [26] Ahmed Rashid, *Descent into chaos : the United States and the failure of nation building in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia* (Viking, New York, 2008), p.69, p.70 ; citant Ahmed Rashid, « US Builds Alliances in Central Asia », *Far Eastern Economic Review*, 1er mai 2000 : « *La CIA et le Pentagone avaient collaboré étroitement avec l'armée et les services secrets ouzbèkes depuis 1997, fournissant de l'équipement, de l'entraînement et de la supervision dans l'espoir d'utiliser les Forces spéciales ouzbèkes afin de chasser Oussama ben Laden d'Afghanistan — un fait découvert lors d'un voyage à Washington en 2000.* »
- [27] Peter Dale Scott, « Le 'Projet Jugement dernier' et les événements profonds : JFK, le Watergate, l'Iranganate et le 11-Septembre », *Réseau Voltaire*, 4 janvier 2012.
- [28] Peter Dale Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial : 50 ans d'ambitions secrètes des États-Unis* (Éditions Demi-Lune, Paris, 2010), p.36.
- [29] Certaines estimations des dépenses annuelles dans le domaine de la Sécurité intérieure atteignent le trillion de dollars. Voir Stephan Salisbury, « Weaponizing the Body Politi », *TomDispatch.com*, 4 mars 2012.
- [30] Cf. Simon Johnson, « Too Big to Jail », *Slate*, 24 février 2012 : « *La principale motivation derrière l'indulgence de l'administration envers certains crimes graves est évidemment la peur des conséquences induites par une action ferme contre des banquiers. Et nos responsables ont peut-être raison de le craindre, au vu des énormes dimensions des banques pour tout ce qui est lié à l'économie. En effet, celles-ci sont plus grandes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient avant la crise. De plus, comme James Kwak et moi-même l'avons amplement démontré dans notre livre, intitulé 13 Bankers, elles sont bien plus grosses qu'elles ne l'étaient il y a 20 ans.* »
- [31] John Farmer, *The Ground Truth : the untold story of America under attack on 9/11* (Riverhead Books, New York, 2009), p.288 ; cité dans Anthony Summers et Robbyn Swan, *The Eleventh Day : the full story of 9/11 and Osama bin Laden* (Ballantine, New York, 2011), p.147.
- [32] Summers, *Eleventh Day*, pp.383-84 ; cf. Farmer, *Ground Truth*, p.41. Bien qu'étant un Démocrate, Samuel Berger fut ensuite protégé par l'administration Bush républicaine, qui lui évita d'avoir à témoigner devant le Congrès à propos de ses actes (une condition de sa négociation de peine).
- [33] Summers, *ibidem*, p.334.
- [34] Fenton, *Disconnecting the Dots*, pp.72-79. Barbara Grewe quitta ensuite le gouvernement pour travailler à Mitre Corp., une entreprise privée s'occupant des contrats entre la CIA et une autre firme appelée Ptech. Il y a quelques années, dans un témoignage d'Indira Singh au sujet du 11-Septembre, cette dernière souleva de sérieuses questions sur le travail de Ptech et de Mitre Corp. sur les systèmes d'interopérabilité entre la FAA et le NORAD ; voir Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, p.245.
- [35] Fenton, *ibidem*, p.78. Kirsten Wilhelm, une employée des Archives nationales, déclara à Kevin Fenton qu'« [i]l semble que Barbara Grewe ait mené les entretiens avec 'John' [Wilshire] et Jane [Corsi] », une autre figure clé dans cette affaire. Wilhelm ne put trouver d'« *enregistrement officiel* » de l'entretien avec Wilshire, appelé avec justesse par Fenton « *l'audition probablement la plus importante que la Commission [sur le 11-Septembre] ait conduit* » (p. 79). Summers, citant également une correspondance avec Kirsten Wilhelm, désapprouve le fait qu'il n'y ait aucune trace de cette entretien avec Wilshire, disant qu'un rapport de cet échange existe, mais qu'il « *est intégralement censuré* » (Summers, *Eleventh Day*, p.381, cf. p.552). C'est un point important sur lequel les futures enquêtes devront se concentrer.
- [36] Fenton, *ibidem*, p.225.
- [37] *Ibidem*, p.38 ; citant *9/11 Commission Report*, pp.181-82.

- [38] « Michelle » a depuis été identifiée sur Internet, mais par une seule source jusqu'à présent.
- [39] Fenton, *ibidem*, pp.42-45 ; résumant le rapport de l'inspecteur général du Département de la Justice, pp.239-42 ; cf. Wright, *Looming Tower*, pp.311-12.
- [40] Fenton, *ibidem*, p.50 ; résumant le rapport de l'inspecteur général du Département de la Justice, pp.242-43 ; cf. Wright, *Looming Tower*, pp.311.
- [41] Fenton, *ibidem*, p.45.
- [42] Je ne sais pas s'ils ont réellement embarqué dans cet avion. Cependant, je suis convaincu qu'al-Mihdhar et al-Hazmi ont agi comme s'ils voulaient détourner un appareil, ce que démontrent leurs contacts avec al-Qaïda en Malaisie et ailleurs, ou leurs tentatives d'apprendre à piloter (etc.).
- [43] Fenton, *ibidem*, pp.383-86.
- [44] *Ibidem*, p.48. Cf. Lawrence Wright, « The Agent », *New Yorker*, 10 et 12 juillet 2006, p.68 ; cité avec approbation dans Peter Dale Scott, *American War Machine*, p.399. Version française : *La Machine de guerre américaine* (Demi-lune, 2012).
- [45] Fenton, *ibidem*, p.371, cf. p.95.
- [46] *Ibidem*, 239-42, 310-22. Fenton relève que Corsi travailla au quartier général du FBI, qui coordonnait « les liaisons avec les services étrangers » (p.313).
- [47] *Ibidem*, p.310.
- [5] Steve Coll, *Ghost Wars : the secret history of the CIA, Afghanistan, and bin Laden, from the Soviet invasion to September 10, 2001* (Penguin, New York, 2004), pp.456-57.
- [6] Thomas E. Ricks et Susan B. Glasser, *Washington Post*, 14 octobre 2001.
- [7] Ricks et Glasser, *Washington Post*, 14 octobre 2001.
- [8] Michael Klare, *Blood and Oil* (Metropolitan Books/Henry Holt, New York, 2004), pp.135-36 ; citant R. Jeffrey Smith, « U.S. Leads Peacekeeping Drill in Kazakhstan », *Washington Post*, 15 septembre 1997. Cf. Kenley Butler, « U.S. Military Cooperation with the Central Asian States », 17 septembre 2001.
- [9] En 1957, en tant que jeune diplomate canadien, j'ai moi-même disposé d'un accès spécial, qui était une accréditation d'un niveau supérieur au « top secret » pour consulter des renseignements de l'OTAN – une liaison relativement ouverte et directe.
- [10] Pour le récit d'Ali Mohamed, voir Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, pp.213-225 (chapitre 8).
- [11] *Ibidem*, 158 ; citant John Berger, « Unlocking 9/11 : Paving the Road to 9/11 » : « Ali Mohamed fut l'une des sources principales du tristement célèbre Briefing Présidentiel Quotidien (PDB pour Presidential Daily Briefing) du 6 août 2001 intitulé 'Ben Laden déterminé à frapper aux États-Unis'. » Selon moi, le PDB, fréquemment cité comme un exemple de la bonne performance de la CIA, illustre plus probablement comment l'Unité ben Laden concoctait ce qui allait devenir les archives en anticipation des contrôles post-11-Septembre. Sans le nommer, le PDB fit trois fois référence à Ali Mohamed en le décrivant comme une menace, malgré le fait qu'il était alors sous contrôle des autorités fédérales et qu'il attendait sa condamnation pour son rôle dans les attentats de 1998 contre les ambassades US. En d'autres termes, le PDB semble avoir été rédigé pour embellir les archives, tout comme le travail de Wilshire au FBI ce même mois d'août 2001.

## NOTES 2/3

- [1] Le Rapport de la Commission sur le 11-Septembre minimisa l'importance d'al-Bayoumi (voir *9/11 Commission Report*, pp.217-18) ; mais le Rapport de la Commission mixte du Congrès chargée d'enquêter sur le 11-Septembre, bien qu'il reste considérablement censuré, nous offre des informations corroborantes (pp.173-77). Celles-ci incluent un rapport indiquant que Basnan avait organisé une fête pour le « cheikh aveugle » Omar Abdel Rahman, qui est impliqué dans le premier attentat à la bombe de 1993 contre le World Trade Center.
- [2] Initialement, comme d'autres observateurs, j'ai suspecté que ces deux hommes étaient des agents doubles saoudiens. Il est également possible qu'il fussent envoyés aux États-Unis en tant que cibles désignées, afin d'être surveillés individuellement ou ensemble par les Saoudiens et les États-Unis. L'un de mes rares désaccords avec Kevin Fenton survient lorsqu'il appelle al-Mihdhar « l'un des agents les plus expérimentés [parmi les pirates de l'air] » (Fenton, *Disconnecting the Dots*, p.205). Au contraire, j'ai plutôt l'impression qu'il était soit un espion inexpérimenté ou incompetent, soit quelqu'un qui s'exposait délibérément à la détection, afin de tester les réponses US.
- [3] Summers, *Eleventh Day*, p.396.
- [4] *9/11 Commission Report*, p.184.
- [12] John Berger, *Ali Mohamed*, p.20 (Cloonan) ; 9/11 Commission Report, p.261 (PDB).
- [13] James Risen, *New York Times*, 31 octobre 1998 ; dans Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, pp.439-41.
- [14] *Raleigh News and Observer*, 13 novembre 2001 ; dans Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, pp.440-41. J'ai rajouté le terme « armée ». Le QG de l'USSOCOM est situé à Fort MacDill, une base aérienne de l'US Air Force en Floride.
- [15] Dana Priest et William M. Arkin, « 'Top Secret America' : A look at the military's Joint Special Operations Command », *Washington Post*, 2 septembre 2011.

- [16] Fenton, *Disconnecting the Dots*, pp.168-69 ; Summers, *Eleventh Day*, p.371, p.550.
- [17] *Ibidem*, p.372.
- [18] Scott, *American War Machine*, p.161 ; Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, pp.101-03.
- [19] Ahmed Rashid, *Taliban : Militant Islam, oil, and fundamentalism in Central Asia* (Yale UP, New Haven CT, 2000), p.129.
- [20] John Prados, *Safe for Democracy*, p.489 ; discussion dans Scott, *American War Machine*, pp.12-13.
- [21] James Risen, *State of War : the secret history of the CIA and the Bush administration* (Free Press, New York, 2006), pp.188-89.
- [22] Fenton, *Disconnecting the Dots*, p.104.
- [23] Summers, *Eleventh Day*, p.397.
- [24] Joseph J. et Susan B. Trento, cités par Summers, *Eleventh Day*, p.399. Depuis que j'ai présenté cet essai à la conférence internationale de Toronto le 11 septembre 2011, « Bob Kerrey [ancien sénateur] du Nebraska, un Démocrate qui servit à la [...] Commission sur le 11-Septembre, [a déclaré] dans un témoignage sous serment [...] que 'd'importantes questions [restaient] sans réponses' concernant le rôle des institutions saoudiennes. 'On n'a jamais vraiment suivi les preuves indiquant une plausible implication d'agents du gouvernement saoudien dans les attaques du 11-Septembre', déclara M. Kerrey. » (« Saudi Arabia May Be Tied to 9/11, 2 Ex-Senators Say », *New York Times*, 29 février 2011.). Pour plus de renseignements sur cette affaire non traitée par les médias français : « 11-Septembre : Deux anciens sénateurs US déposent sous serment et mettent en cause l'Arabie Saoudite (+ Vidéo) », *ReOpen911*, 5 mars 2012.
- [25] Wright, *Looming Tower*, p.161 ; cité par Summers, *Eleventh Day*, p.216.
- [26] Une telle corruption est prévisible et très répandue. Dans les célèbres exemples de Gregory Scarpa et de Whitey Bulger, des agents du FBI rattachés aux bureaux de New York et de Boston furent accusés de fournir à leurs indics de la mafia des informations qui conduisirent à des meurtres de témoins et de rivaux. Les agents du bureau new-yorkais de l'ancien Bureau Fédéral des Stupéfiants (FBN pour Federal Bureau of Narcotics) devinrent tellement impliqués dans le trafic de drogue de leurs informateurs que le FBN fût fermé et réorganisé.
- [27] Ralph Blumenthal, « Tapes Depict Proposal to Thwart Bomb Used in Trade Center Blast », *New York Times*, 28 octobre 1993, accentuation ajoutée. Le jour suivant, le *Times* publia une légère correction : « Les transcriptions des bandes secrètement enregistrées par un informateur, Emad A. Salem, montrent qu'il avait mis en garde le gouvernement sur le fait qu'une bombe était en train d'être fabriquée. Toutefois, les transcriptions ne permettent pas d'établir clairement si les autorités fédérales savaient que la cible était le World Trade Center. »
- [28] Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, pp.205-06.
- [29] Peter Dale Scott, « La Bosnie, le Kosovo et à présent la Libye : les coûts humains de la collusion perpétuelle entre Washington et les terroristes », *Mondialisation.ca*, 17 octobre 2011. Evan Kohlmann a décrit comment un bureau de Zagreb, ouvert pour aider les jihadistes soutenus par l'Arabie saoudite en Bosnie, recevait « directement tous ses ordres et ses fonds du principal bureau d'al-Kifah aux États-Unis, situé sur l'Atlantic Avenue [à Brooklyn] et contrôlé par le cheikh Omar Abdel Rahman » (Evan Kohlmann, *Al-Qaida's Jihad in Europe*, pp. 39-41 ; citant Steve Coll et Steve LeVine, « Global Network Provides Money, Haven », *Washington Post*, 3 août 1993).
- [30] Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, pp.215-16, pp.440-41 ; citant « Canada freed top al-Qaeda operative », *Globe and Mail* de Toronto, 22 novembre 2001.
- [31] Scott, *ibidem*, pp.213-225 (chapitre 8).
- [32] Ali Soufan, *The Black Banners*, pp.94-95, p.561.
- [33] La corruption semble être inévitable pour les super-puissances — ces États qui ont accumulé un excès de puissance vis-à-vis de ce qui est requis pour leur propre défense —. Ce processus est moins perceptible dans des États moins puissants, comme le Canada.
- [34] Peter Dale Scott, « America's Afghanistan : The National Security and a Heroin-Ravaged State », *Asia-Pacific Journal : Japan Focus*, N°20, 18 mai 2009. Cf. « U.S. looks into Afghan air force drug allegations », CNN, 8 mars 2012 : « Les États-Unis sont en train d'enquêter sur des accusations visant des membres de l'armée de l'air afghane, qui auraient utilisé leurs avions pour transporter de la drogue, selon ce qu'a déclaré jeudi un porte parole de l'armée US. Les enquêteurs veulent savoir si ces accusations de trafic de drogue, initialement rapportées dans le Wall Street Journal, sont liées à la fusillade qui a tué 8 officiers de l'US Air Force à l'aéroport de Kaboul, la capitale afghane. 'Nous vérifions les accusations d'usage abusif d'appareils de l'AAF', déclara le lieutenant colonel Tim Stauffer, se référant aux allégations selon lesquelles du matériel de l'armée de l'air afghane aurait été utilisé pour transporter illégalement des armes et de la drogue. »
- [35] Fenton, *Disconnecting the Dots*, p.310.
- [36] *Ibidem*, p.371, cf. p.95.
- [37] « Quand l'état-major américain planifiait des attentats terroristes contre sa population », par

Thierry Meyssan, et « Document déclassifié : L'Opération Northwoods (1962) », *Réseau Voltaire*, 5 novembre 2001

- [38] Comité des chefs d'États-majors interarmées (JCS), « Courses of Action Related to Cuba (Case II) » ; cité dans Scott, *American War Machine*, p.196.
- [39] *Washington Post*, 30 septembre 2001 ; dans Summers, *Eleventh Day*, p.293 ; cf. *9/11 Commission Report*, pp.221-22.
- [40] Voir Scott, *American War Machine*, pp.199-203.
- [41] Fenton, *Disconnecting the Dots*, pp.360-61, p.385. Visiblement, une rétention d'informations a également été menée dans les hautes sphères du Commandement mixte des armées (USJFCOM pour US Joint Forces Command) : « *Le vice-amiral Martin J. Meyer, commandant en chef adjoint (DCINC) de l'USJFCOM, fut l'un des responsables qui assistèrent au briefing du DO5 [une unité de renseignement de l'USJFCOM affectée à la surveillance du terrorisme visant les États-Unis]. [...] Cependant, deux semaines avant le 11-Septembre, malgré les alertes lancées durant ce briefing, Meyer aurait dit au major-général Larry Arnold — le commandant du NORAD pour la région continentale des États-Unis (CONR) — ainsi qu'à d'autres hauts responsables du CONR que leurs inquiétudes au sujet d'Oussama ben Laden comme possible menace pour les États-Unis était infondées et que, pour le citer, 'si tout le monde arrêta simplement de regarder CNN, il n'y aurait pas de menace appelée Oussama ben Laden' » (Jeffery Kaye et Jason Leopold, « EXCLUSIVE : New Documents Claim Intelligence on Bin Laden, al-Qaeda Targets Withheld From Congress' 9/11 Probe », *Truthout.org*, 13 juin 2001).*
- [42] Scott, *American War Machine*, p.201.
- [43] *Ibidem*, pp.200-02.
- [44] Mark Selden a décrit le processus de « *l'exacerbation des passions nationalistes provoquée par des attaques venant de nulle part* » comme ayant « *soutenu le 'mode de guerre américain' depuis 1898* » (Mark Selden, « The American Archipelago of Bases, Military Colonization and Pacific Empire : Prelude to the Permanent Warfare State », à paraître en 2012, *International Journal of Okinawan Studies*).